



Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

8812^e séance

Vendredi 2 juillet 2021, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. de Rivière	(France)
<i>Membres :</i>	Chine	M. Dai Bing
	Estonie	M. Jürgenson
	Etats-Unis d'Amérique	M ^{me} Thomas-Greenfield»
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	Inde	M. Tirumurti
	Irlande	M ^{me} Byrne Nason
	Kenya	M. Kimani
	Mexique	M ^{me} Buenrostro Massieu
	Niger	M. Maman Sani
	Norvège	M ^{me} Juul
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Lord Ahmad
	Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} King
	Tunisie	M. Ladeb
	Viet Nam	M. Dang

Ordre du jour

Paix et sécurité en Afrique

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Remerciements au Président sortant

Le Président : Étant donné qu'il s'agit de la première séance publique du Conseil de sécurité pour le mois de juillet, je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil, à S. E. M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie, qui a assuré la présidence du Conseil de sécurité pendant le mois de juin. Je suis certain de me faire l'interprète de tous les membres du Conseil en exprimant notre profonde reconnaissance à l'Ambassadeur Jürgenson et à toute son équipe pour le grand savoir-faire diplomatique avec lequel ils ont dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Paix et sécurité en Afrique

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Éthiopie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenants suivants à participer à la présente séance : M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, et M. Ramesh Rajasingham, Secrétaire général adjoint par intérim aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence par intérim.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne à présent la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : L'Éthiopie est à la croisée des chemins. Les événements récents démontrent la nécessité de traiter les problèmes du pays de manière globale et durable. Faute de quoi, les conséquences pourraient être catastrophiques.

Après près de huit mois de conflit, le Gouvernement fédéral éthiopien a annoncé, le 28 juin, un cessez-le-feu unilatéral au Tigré, invoquant la nécessité de faire face à la crise humanitaire dans la région. À la suite de cette annonce, les Forces éthiopiennes de défense nationale et l'administration provisoire du Tigré se sont retirées de Mekele, la capitale du Tigré. Les 27 et 28 juin, les Forces de défense du Tigré sont entrées dans les principales villes de la région, notamment Adwa, Aksum, Shire et Humera. Elles sont maintenant à Mekele.

La situation à Mekele serait calme, et les Forces de défense du Tigré semblent contrôler la ville. Selon les informations, les dirigeants de la précédente administration régionale du Tigré, y compris son ancien président, seraient rentrés à Mekele. À ce jour, les Forces de défense du Tigré n'ont toujours pas accepté le cessez-le-feu.

Même si aucun incident grave n'a été signalé, les services de base nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire sont absents. Mekele n'a pas d'électricité ni d'Internet. Les infrastructures clés ont été détruites et il n'y a pas de vols entrant ou sortant de la zone. Ailleurs au Tigré, les Forces de défense érythréennes se sont retirées dans les zones adjacentes à la frontière, tandis que dans l'ouest du Tigré, les forces régionales amhara restent en place malgré les avancées des Forces de défense du Tigré. Le 29 juin, la branche amhara du parti au pouvoir, le Parti de la prospérité, a publié une déclaration indiquant que les forces régionales amhara s'opposeraient à toute tentative faite par les Forces de défense du Tigré de prendre le territoire de l'ouest de la région qui a été saisi pendant le conflit. En bref, il est possible que de nouveaux affrontements éclatent et que la situation en matière de sécurité se détériore rapidement, ce qui est extrêmement préoccupant.

L'annonce du cessez-le-feu offre une occasion que toutes les parties au conflit, y compris le Front populaire de libération du Tigré, doivent saisir et mettre à profit. À cet égard, nous exhortons les Forces de défense du Tigré à accepter le cessez-le-feu immédiatement et complètement.

Comme le Secrétaire général adjoint par intérim aux affaires humanitaires et Coordonnateur par intérim des secours d'urgence le soulignera, notre préoccupation immédiate se concentre sur les personnes qui ont un besoin urgent d'assistance au Tigré. L'insécurité alimentaire n'a fait que s'aggraver ces derniers jours. Nous devons intensifier notre réponse.

Toutes les parties doivent garantir le passage en toute sécurité des travailleurs humanitaires pour permettre l'acheminement des fournitures. La destruction du pont de Tekezé le 1^{er} juillet a eu pour effet de couper le Tigré central du Tigré occidental, fermant une artère vitale pour l'aide humanitaire.

Un cessez-le-feu respecté par toutes les parties faciliterait non seulement l'acheminement de l'aide humanitaire, mais constituerait également le point de départ des efforts politiques nécessaires pour trouver une issue à la crise. Le conflit au Tigré est le résultat de griefs politiques profondément enracinés qui ne peuvent être résolus que par le dialogue et un processus politique crédible.

Ce matin, à l'occasion d'une réunion d'information à l'intention du corps diplomatique à Addis-Abeba, le Vice-Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères ont déclaré qu'une fois les résultats des élections annoncés et un nouveau Gouvernement formé, ce dernier prendrait des mesures pour organiser un processus de dialogue ouvert à tous. Il s'agit d'une évolution bienvenue. Un tel processus pourrait s'inscrire dans le cadre d'un effort plus large visant à relever les défis structurels du pays, à encourager la réconciliation et à favoriser l'émergence d'un consensus sur la voie à suivre pour mener à bien la transition en Éthiopie.

Une fois de plus, et de manière prévisible, ce sont les civils qui ont payé le prix fort de ce conflit armé. Selon les estimations, on compte 1,7 million de personnes déplacées et plus de 60 000 réfugiés au Soudan. J'appelle les parties à faire de la protection et du bien-être des civils une question de toute première importance. Cela exige le strict respect du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme.

J'exhorte également les parties à offrir toute l'assistance nécessaire à l'enquête conjointe en cours menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Les auteurs des graves violations des droits de l'homme perpétrées pendant le conflit, notamment les actes de violence sexuelle commises contre des enfants et des adultes, ainsi que les massacres, doivent en répondre. Ce matin, le Gouvernement fédéral éthiopien a réaffirmé son engagement en faveur de l'enquête conjointe et de l'application du principe de responsabilité. Il nous tarde de voir les résultats concrets de cet effort.

En outre, les voisins de l'Éthiopie peuvent jouer un rôle constructif en appuyant la transition du pays dans le respect de sa souveraineté. Le retrait des forces érythréennes du Tigré doit être pleinement mis en œuvre.

Le rapprochement qui a eu lieu en 2018 entre l'Éthiopie et l'Érythrée et les réformes introduites par le Premier Ministre Abiy Ahmed ont suscité l'espoir d'une nouvelle ère de stabilité et de paix dans la Corne de l'Afrique. Cette transition de grande ampleur s'est révélée à la fois difficile et porteuse d'espoir. Elle a mis en évidence les désaccords sur des questions fondamentales telles que la structure fédérale de l'État et le rôle et le statut de l'ethnicité, ainsi que sur la manière dont ces différends doivent être réglés.

Les récentes élections nationales ont constitué une étape importante à cet égard. Il y a eu, aux dires de beaucoup, une amélioration par rapport aux scrutins précédemment organisés dans le pays, et, dans l'ensemble, elles se sont déroulées de manière pacifique. Elles ont toutefois pâti de l'insécurité et connu des problèmes techniques. Certains groupes d'opposition n'y ont pas participé. J'espère que le processus électoral pourra s'achever dans un environnement pacifique et sûr et que tous les litiges éventuels seront réglés conformément aux lois et à la Constitution de l'Éthiopie.

Mais les élections ne sont qu'une partie du processus démocratique. J'exhorte le Gouvernement fédéral à redoubler d'efforts pour ouvrir l'espace politique et faciliter la participation effective de tous les Éthiopiens, y compris les femmes, les jeunes et la société civile, à la vie publique.

La plupart des partis politiques qui ont choisi de ne pas participer aux récentes élections ont invoqué la nécessité d'aller au-delà des urnes pour apaiser les profondes divisions de la société et du corps politique éthiopiens. Nombreux sont ceux qui ont demandé un dialogue national comme espace ou instance où les Éthiopiens pourraient réfléchir à la façon de réconcilier les nombreuses visions concurrentes de l'avenir du système politique du pays.

Dans sa récente annonce de cessez-le-feu, le Gouvernement a déclaré, en faisant référence aux élections, que

« Les Éthiopiens de tous horizons ont envoyé un signal fort indiquant qu'ils sont prêts à travailler ensemble pour construire une Éthiopie plus forte, plus unie et plus démocratique, en éliminant les graines de la discorde et de la division semées au sein du corps politique éthiopien ».

J'encourage le Gouvernement à mettre en œuvre l'annonce d'aujourd'hui et à exploiter ces sentiments. À cet égard, j'offre l'immense savoir-faire et l'appui de l'ONU, notamment l'aide aux processus de médiation et de dialogue inclusifs et globaux menés au niveau national. Nous espérons qu'un tel dialogue comprendra des discussions au niveau des États membres de la fédération au cours desquelles le plus grand nombre possible de secteurs de la population sera encouragé à participer à la consolidation du processus de réforme et à l'avenir du pays.

La promesse de la transition éthiopienne reste réelle et peut être réalisée avec la volonté politique nécessaire. La paix et la stabilité du pays, pierre angulaire de la région de la Corne, pourraient bien en dépendre.

Je voudrais proposer quelques domaines dans lesquels la communauté internationale pourrait apporter un appui concerté à l'Éthiopie pour l'aider à surmonter la crise qu'elle traverse.

La communauté internationale doit continuer d'appeler au respect d'un cessez-le-feu permanent par toutes les parties. Nous devons exhorter les dirigeants éthiopiens à œuvrer rapidement à la restauration de l'unité nationale au moyen d'un processus de dialogue inclusif et de réconciliation. Une fois de plus, nous nous félicitons de l'annonce récente par le Gouvernement de son intention d'agir de la sorte.

La fourniture de services humanitaires à celles et ceux qui subissent ce conflit tragique étant vitale, j'exhorte les États Membres à appuyer généreusement ces efforts.

Enfin, le Gouvernement fédéral éthiopien s'est engagé à ne pas permettre l'impunité, car elle nuirait gravement à la cause de la justice et de la paix durable. C'est un engagement important pour garantir que les auteurs des crimes et des atrocités commis pendant ce conflit en répondront. La communauté internationale doit encourager le Gouvernement et les Forces de défense du Tigré à respecter cet engagement.

L'ONU restera aux côtés de l'Éthiopie. Nous sommes prêts à offrir tous les moyens d'appui dont nous disposons pour contribuer à remettre le pays sur les rails.

Le Président : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Rajasingham.

M. Rajasingham (*parle en anglais*) : Il y a un peu plus de deux semaines, le 15 juin, nous avons informé le Conseil de la famine au Tigré, où plus de 350 000 personnes vivent dans des conditions catastrophiques, faisant de cette situation la pire situation de famine que nous ayons vue depuis des décennies. Dans le court laps de temps qui s'est écoulé depuis, la situation s'est profondément aggravée.

Le Conseil vient d'entendre la Secrétaire générale adjointe DiCarlo parler de la situation politique et des conditions de sécurité au Tigré et en Éthiopie. Ce dont je voudrais parler, c'est de la situation humanitaire. Celle-ci, je le crains, est plus alarmante que lorsque le Conseil a entendu les exposés qui lui ont été présentés il y a deux semaines et demie. Deux millions de personnes sont toujours déplacées, et près de 5,2 millions de personnes supplémentaires ont encore besoin d'une

aide humanitaire, la grande majorité d'entre elles étant des femmes et des enfants.

L'une des tendances les plus inquiétantes, c'est l'augmentation alarmante de l'insécurité alimentaire et de la faim en raison du conflit. On estime que plus de 400 000 personnes ont franchi le seuil de la famine et que 1,8 million de personnes supplémentaires sont au bord de la famine. Certains suggèrent que les chiffres sont encore plus élevés. En effet, 33 000 enfants souffrent de malnutrition sévère. De plus, la crise de l'insécurité alimentaire continuera de s'aggraver pendant la saison des pluies imminente, car les réserves de nourriture sont épuisées et le risque d'inondations et de maladies transmises par l'eau, dont le choléra, augmente. Compte tenu de la situation dans laquelle nous nous trouvons déjà, cela signifie que davantage de personnes vont certainement mourir si nous ne leur apportons pas une aide humanitaire.

Qu'il me soit également permis de rappeler que ce que nous voyons au Tigré est une crise de protection. Le 22 juin, une frappe aérienne sur un marché très fréquenté de Togoga a tué et blessé des dizaines de civils. Ce n'est qu'une des nombreuses fois où des civils ont été tués au cours des huit mois de conflit au Tigré.

Comme l'ont largement indiqué de hauts fonctionnaires de l'ONU, la société civile et d'autres, nous avons de multiples cas crédibles et largement corroborés de graves violences sexuelles et fondées sur le genre. Plus de 1 200 cas ont été signalés, et d'autres continuent d'apparaître. Nous craignons que ce chiffre ne représente qu'une fraction du nombre réel de cas, car la stigmatisation, la honte et la peur des représailles, ainsi que l'absence de services sanitaires et psychosociaux, font que les cas ne sont pas toujours signalés.

Toutes les parties au conflit doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Les attaques dirigées contre des civils et les attaques aveugles sont interdites. Les allégations de violations graves doivent faire l'objet d'une enquête approfondie et indépendante par l'État, et leurs auteurs doivent être poursuivis, quels qu'ils soient.

Pour rappeler ce qui devrait déjà être évident pour chacun d'entre nous, les travailleurs humanitaires ne doivent jamais être une cible. Pourtant, la semaine dernière, trois collègues humanitaires de Médecins sans Frontières ont été sauvagement et délibérément assassinés au Tigré, quelques semaines seulement après le meurtre, respectivement le 29 mai et le 28 avril, de travailleurs

humanitaires de la Société de secours du Tigré et de l'organisation International Committee for the Development of Peoples. Le nombre de travailleurs humanitaires tués depuis le début du conflit s'élève maintenant à 12.

Malgré les difficultés, les acteurs humanitaires continuent de travailler pour atteindre les personnes qui en ont désespérément besoin d'aide. Au cours des deux derniers mois, 3,7 millions de personnes ont reçu une aide d'urgence ; 167 000 déplacés ont reçu des articles non alimentaires ; et des camions-citernes à eau ont distribué de l'eau à 630 000 personnes. Cependant, on estime que plus de 2,5 millions de personnes dans les zones rurales du Tigré n'ont pas eu accès aux services essentiels au cours des six derniers mois. Ce chiffre inclut la plupart des personnes en situation de famine, et cela explique également en partie pourquoi elles sont dans cette situation.

La vie d'un grand nombre de ces personnes dépend de notre capacité à leur fournir de la nourriture, des médicaments, des produits nutritionnels et d'autres formes d'aide humanitaire. Nous devons les atteindre maintenant ; pas la semaine prochaine, mais maintenant. Comme le Conseil nous l'a déjà entendu dire, pour ce faire, nous avons besoin d'un accès rapide, sans entrave, sûr et durable. Le droit international humanitaire exige de toutes les parties à un conflit qu'elles facilitent cet accès. Je voudrais expliquer à quoi cela ressemble et dire clairement sur ce que nous demandons exactement.

Ces derniers jours, nos collègues de Mekele ont pu se déplacer vers Abd Adi et Samre et, depuis Shire, des équipes ont atteint Selekleka et se sont rendues d'Axoum à Adoua. C'est encourageant, et nous envisageons maintenant d'envoyer des convois de fournitures humanitaires dans de nombreuses zones qui étaient jusque-là difficiles d'accès.

Mais nous ne pourrions le faire qu'aussi longtemps que nous aurons quelque chose à fournir. Aujourd'hui, le Programme alimentaire mondial (PAM) dispose de suffisamment de denrées alimentaires pour seulement 1 million de personnes à Mekele pour le mois à venir. C'est une fraction de ce dont nous avons besoin pour les 5,2 millions de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire. Cela dit, nous sommes également presque à court de fournitures sanitaires et liées à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement et d'autres articles non alimentaires. Les denrées alimentaires seules ne permettent pas d'éviter une famine. Les fournitures liées à l'eau et à l'assainissement et les produits nutritionnels sont essentiels dans une telle intervention. Nous avons

aussi désespérément besoin d'empêcher une épidémie de choléra ou que des personnes atteintes d'autres maladies transmissibles perdent la vie.

En début de semaine, le Gouvernement éthiopien a annoncé un cessez-le-feu humanitaire. Nous nous en félicitons vivement et attendons avec intérêt son application dans toute la zone de conflit. Il est impératif que toutes les parties au conflit, quelles qu'elles soient et où qu'elles se trouvent, veillent à ce qu'il n'y ait pas d'escalade. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Les populations touchées du Tigré, au bord de la famine, ne méritent pas moins. Tous les groupes doivent cesser les hostilités pour permettre à l'aide humanitaire de transiter sans entrave et pour protéger les civils. Il n'y a pas d'autre moyen d'y parvenir.

Nous pouvons désormais accéder à des parties du Tigré qui étaient difficiles à atteindre auparavant. Il est essentiel que nous puissions agir rapidement et sans entrave supplémentaire. Nous avons avant tout besoin que tous les acteurs armés et chargés de la sécurité garantissent un accès routier sûr aux travailleurs humanitaires et aux fournitures à destination et en provenance du Tigré et des zones les plus reculées de la région. Cela signifie qu'il ne faut pas nous empêcher de passer les points de contrôle, mais nous laisser rapidement poursuivre notre route dans toutes les directions. À l'heure où nous parlons, cinq camions de l'UNICEF transportant de l'eau et des produits d'hygiène indispensables sont bloqués à Afar. En début de semaine, un convoi de camions du Programme alimentaire mondial s'est vu refuser l'accès au Tigré depuis Gondar. Tous ces camions doivent immédiatement être autorisés à circuler.

Deuxièmement, nous devons être autorisés à utiliser la voie la plus rapide et la plus efficace pour acheminer les fournitures humanitaires aux personnes dans le besoin. Nous avons besoin d'un accès immédiat, sans entrave et durable de Kombolcha et Semera à Mekele, et de Gondar à Shire. Je suis profondément alarmé par la destruction, hier, du pont de la rivière Tekezé et par les dégâts signalés à deux autres ponts, qui ont coupé notre principale route d'approvisionnement de Gondar à Shire, que nous utilisons pour acheminer de la nourriture et d'autres fournitures vitales. Nous demandons au Gouvernement éthiopien de réparer immédiatement ces ponts et, ce faisant, de contribuer à prévenir la propagation de la famine.

Troisièmement, nous devons également être en mesure d'utiliser la modalité la plus rapide et la plus efficace pour livrer les fournitures et transporter le

personnel humanitaire. Cela signifie que nous devons pouvoir voler, et je me félicite des informations reçues aujourd'hui selon lesquelles le Gouvernement éthiopien a approuvé notre demande pour qu'un vol du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies se rende demain à Mekele. Nous espérons que cette initiative ne sera pas ponctuelle, mais qu'elle se poursuivra et sera étendue à tous les aéroports du Tigré. Je demande également à toutes les parties de fournir des garanties de sécurité pour ces opérations aériennes humanitaires.

Quatrièmement, nous devons pouvoir faire entrer et utiliser tous les équipements de communication appropriés, tels que les microterminaux VSAT, les radios à très haute fréquence et les téléphones satellites, à des fins humanitaires. Ces équipements sont essentiels pour la sûreté et la sécurité des travailleurs humanitaires. Nous les utilisons dans le monde entier. Nous demandons au Gouvernement éthiopien de traiter rapidement toutes les demandes formulées par les organisations humanitaires. Nous lui demandons également de veiller à la restitution immédiate des équipements de communication confisqués dans les bureaux des organisations humanitaires par les forces de défense nationale éthiopiennes. Les camions confisqués aux organisations humanitaires doivent également être restitués par les responsables.

Nous exhortons en outre le Gouvernement éthiopien à rétablir et à maintenir l'électricité, les réseaux de communication et les services bancaires dans le Tigré, sans lesquels nous ne pouvons pas atteindre efficacement les populations, et à permettre la libre circulation des biens commerciaux essentiels, notamment le carburant à grande échelle. Sans carburant, nous ne pouvons pas transporter de nourriture et la population va mourir de faim. Nous ne pouvons pas faire fonctionner les pompes à eau qui fournissent de l'eau propre et prévenir le choléra, qui tue. Les hôpitaux ne pourront pas fonctionner et la population souffrira. En somme, sans carburant, les opérations humanitaires ne pourront pas être menées et des vies seront perdues.

Nous avons répété à plusieurs reprises que le seul moyen d'empêcher la situation humanitaire de se détériorer davantage est la paix. L'annonce bienvenue, comme je l'ai mentionné, d'un cessez-le-feu par le Gouvernement éthiopien doit être le début de cette paix, pour le bien de millions de civils innocents. Le conflit a déjà causé d'énormes souffrances à la population civile. Il doit cesser dès maintenant. Le cessez-le-feu a suscité l'espoir au sein de la population, et nous devons maintenant apporter une aide humanitaire aux habitants

du Tigré afin d'éviter la propagation de la famine et, comme je l'ai déjà signalé, une épidémie de choléra. Cependant, une intervention humanitaire seule ne suffira pas. Nous ne sommes pas la solution. Si les civils ne retrouvent pas une vie normale et si les agriculteurs ne peuvent pas accéder à leurs champs, la famine s'installera encore davantage dans le Tigré.

Nous nous félicitons de l'annonce faite aujourd'hui par le Gouvernement concernant la formation d'un mécanisme de haut niveau pour résoudre en temps réel les problèmes et les défis en matière d'accès, et nous attendons avec intérêt de collaborer avec lui pour veiller à atteindre sans tarder la population. Il n'y a aucune raison pour que le cessez-le-feu échoue et que les convois humanitaires soient bloqués. Nous espérons que ce mécanisme pourra être opérationnel dans les prochaines 48 heures afin de ne plus perdre de temps et de vies.

Pour terminer, je demande au Conseil de sécurité et à tous ceux qui ont une influence de nous aider à sauver des vies et à prévenir la famine et d'autres souffrances en veillant à ce que ces demandes fondamentales soient satisfaites.

Le Président : Je remercie M. Rajasingham de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de commencer par remercier notre collègue estonien d'avoir présidé avec tant de brio le Conseil de sécurité le mois dernier.

Je remercie également tous les intervenants de leurs exposés détaillés sur la crise en cours au Tigré. Les États-Unis apprécient vivement le travail qu'ils ont accompli avec leurs équipes et continuent de réaliser. Je tiens également à remercier mes collègues du Conseil de leur participation à la séance publique d'information d'aujourd'hui.

Au cours des derniers mois, le Conseil a été informé de l'évolution de la situation au Tigré et en a débattu à huis clos une demi-douzaine de fois. Des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies ont fait état de vastes déplacements, d'innombrables violations des droits de l'homme, de centaines de milliers de personnes confrontées à la famine, de bombardements de civils, de meurtres et d'intimidations de travailleurs humanitaires, de viols systématiques de femmes et de jeunes filles et d'actes indicibles de

violence sexuelle, d'obstruction intentionnelle de l'aide humanitaire et de destruction délibérée du matériel de communication de l'ONU. Malheureusement, ces histoires restent omniprésentes.

Comme le Bureau de la coordination des affaires humanitaires nous l'a dit récemment, des tragédies aux répercussions historiques se déroulent au Tigré, c'est pourquoi nous tenons aujourd'hui cette séance. Il est important que les habitants de la région entendent nos voix et sachent qu'ils n'ont pas été oubliés, et que les parties au conflit sachent que nous les observons. Nous savons que des millions de civils dans la région souffrent désespérément, et nous avons demandé la tenue de cette séance aujourd'hui parce que le conflit doit prendre fin. Nous devons mobiliser davantage de fonds et intensifier la réponse de l'ONU, garantir le respect du droit international humanitaire et l'accès humanitaire, et amener les autorités publiques à répondre des atrocités commises.

Cette semaine, le Gouvernement a annoncé unilatéralement un cessez-le-feu, déclarant qu'il le faisait à des fins humanitaires. Il doit maintenant démontrer qu'il a réellement l'intention d'utiliser le cessez-le-feu pour résoudre la catastrophe humanitaire au Tigré. De fait, les forces éthiopiennes ont pillé les bureaux des organisations d'aide humanitaire et détruit le matériel de communication alors qu'elles quittaient Mekele. C'est plus qu'inacceptable. Tout équipement volé doit être restitué.

Nous avons également appris depuis qu'un ou plusieurs ponts avaient été détruits le long des voies d'accès essentielles au Tigré. L'accès par voie terrestre et aérienne, qui, avec l'électricité, les télécommunications, l'activité bancaire et l'approvisionnement en carburant, est essentiel pour acheminer l'aide, est refusé, comme l'a indiqué aujourd'hui le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Les travailleurs humanitaires nous indiquent qu'il est plus difficile d'atteindre les personnes en détresse dans le Tigré qu'il y a une semaine. Ces actes, s'ils sont vérifiés, sont le signe non pas d'un cessez-le-feu humanitaire, mais d'un état de siège. Le Gouvernement éthiopien peut et doit prouver que cette analyse est erronée en permettant la circulation sans entrave des fournitures, des produits et du personnel humanitaires à travers le Tigré. Dans le cas contraire, nous sommes convaincus que des centaines de milliers de personnes pourraient mourir de faim.

Une fois de plus, nous avons besoin d'un accès, nous avons besoin d'aide et nous devons mettre fin au conflit. Au lieu d'une nouvelle escalade, il faut que toutes les parties négocient un véritable cessez-le-feu,

puis qu'elles le respectent. En fait, disons-le clairement, cela inclut les forces tigréennes, les forces de défense du Tigré, qui doivent également démontrer qu'elles respecteront le droit international humanitaire et œuvreront pacifiquement et dans des cadres légaux en faveur d'une solution pacifique. En outre, nous devons en apprendre davantage sur les actes commis par les autres forces présentes dans la région. Pour le moment, la déclaration de cessez-le-feu du Gouvernement nous offre une occasion précieuse. Il nous faut dès maintenant garantir la paix.

Les membres du Conseil peuvent contribuer à traduire cette déclaration de cessez-le-feu, tout d'abord, en une paix durable et, ensuite, en un dialogue, une réconciliation et une guérison. Si les parties au conflit ne saisissent pas cette occasion, les conséquences pour le peuple éthiopien seront dévastatrices : plus de combats, plus de famine, plus d'exactions, plus de souffrances pour les Éthiopiens ordinaires et une Corne de l'Afrique encore plus déstabilisée.

La poursuite des combats constitue un risque pour l'intégrité de l'État éthiopien et pour la stabilité de toute la région. Un accord de cessez-le-feu digne de ce nom serait une confirmation du redéploiement des forces et du retrait total des troupes érythréennes et des forces régionales d'Amhara. Il faciliterait un accès humanitaire sans entrave. Il réaffirmerait que ni les frontières intérieures ni les frontières extérieures de l'Éthiopie ne peuvent être modifiées par la force, en violation de la Constitution, et il ouvrirait la voie à des pourparlers en vue de trouver des solutions politiques à la crise.

Nous devons également prendre en compte le contexte politique global de cette situation. Je pense aux élections nationales tenues le mois dernier et à l'extraordinaire transition entamée il y a plusieurs années, mais qui reste largement inachevée. Les États-Unis félicitent les Éthiopiens qui ont exercé leur droit de vote le mois dernier. Toutefois, les élections ne peuvent pas à elles seules mettre fin à la polarisation croissante que connaît le pays. Il faut passer à l'étape suivante, qui consiste à mettre en œuvre de véritables réformes politiques. Les Éthiopiens doivent s'unir pour faire face aux divisions de plus en plus profondes dans le pays et préserver l'avenir de cette société riche et dynamique.

Pour que ce dialogue aboutisse, que ce soit à court terme ou pour rompre les cycles de violence à long terme, tous les Éthiopiens doivent pouvoir se l'approprier. Il est tout aussi important de mettre en place des mécanismes crédibles et indépendants de justice et de responsabilisation pour les atrocités qui ont été commises. À cet égard, nous

nous félicitons de l'enquête conjointe menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme, et nous soutenons fermement la Commission d'enquête de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, qui enquête de manière exhaustive et indépendante sur les violations, les atteintes et les atrocités qui se produisent en Éthiopie. Citons notamment le meurtre insensé de trois travailleurs de Médecins Sans Frontières la semaine dernière, que nous condamnons avec la plus grande fermeté.

Ces derniers jours, j'ai été profondément troublée par les informations provenant d'organisations non gouvernementales sur le terrain concernant d'autres formes de harcèlement et de violence qui visent délibérément leur personnel. Cela doit cesser et les auteurs doivent répondre de leurs actes.

Les États-Unis sont prêts à aider l'Éthiopie à consolider et à mettre en œuvre un cessez-le-feu, à fournir une aide humanitaire vitale et à mettre fin à ce conflit dévastateur. Nous sommes également prêts à appuyer le dialogue nécessaire et de vaste portée dans toute l'Éthiopie et à promouvoir le renouveau démocratique, l'unité nationale et la paix. Le Conseil de sécurité doit également intensifier ses efforts pour régler ces questions. Nous devons saisir cette occasion pour protéger et sauver la vie des habitants du Tigré, qui continuent d'être confrontés à la famine, aux déplacements forcés et à la violence, et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour rassembler tous les Éthiopiens afin de garantir la sécurité, la stabilité et la prospérité futures de leur pays.

Lord Ahmad (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et le Secrétaire général adjoint par intérim Rajasingham de leurs points de vue d'experts et de leurs exposés.

Aujourd'hui est une occasion importante. Il est judicieux que le Conseil de sécurité examine ce qu'il peut faire pour contribuer à mettre fin à ce conflit dévastateur et à soutenir l'ensemble du peuple éthiopien. Je ne reviendrai pas sur la dure réalité des souffrances évoquées par les intervenants. Mais après huit mois de conflit, nous restons profondément préoccupés par tout ce que nous avons vu et entendu.

Je souhaite plutôt aborder brièvement trois questions essentielles : la situation humanitaire actuelle, les préoccupations en matière de droits de l'homme et la nécessité de régler le conflit, afin que l'Éthiopie puisse tourner la page de ce conflit des plus tragiques.

Mais avant de poursuivre, je tiens à rendre hommage aux 12 travailleurs humanitaires qui ont été tués depuis le début du conflit, et je suis sûr que je parle au nom de tous les membres du Conseil. La protection des travailleurs humanitaires, de leurs bureaux et de leur matériel est un pilier du droit international humanitaire. Leur travail est particulièrement essentiel dans le Tigré où, comme l'a souligné le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et comme le montrent les données du Cadre intégré de classification, au moins 353 000 personnes sont désormais en situation de famine. Des personnes sont mortes de faim, continuent de mourir de faim et continueront à mourir si elles ne reçoivent pas l'aide dont elles ont besoin maintenant. Cette famine a été causée par l'homme et nous devons agir.

À cet égard, le Royaume-Uni se félicite du cessez-le-feu unilatéral déclaré par le Gouvernement éthiopien. Toutes les parties (le Gouvernement fédéral éthiopien, les forces de défense du Tigré, les milices amharas et les Forces de défense érythréennes) ont l'occasion de mettre fin au cycle de violence et de souffrances. Nous leur demandons instamment de la saisir, et nous appelons les forces érythréennes à se retirer, comme l'a demandé le Gouvernement éthiopien.

Notre priorité immédiate doit être de faire parvenir l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin. Il est essentiel de rétablir les infrastructures de base, notamment l'électricité, les communications et les services bancaires, et de veiller à ce que les denrées alimentaires et les autres biens nécessaires puissent atteindre le Tigré pour éviter de nouvelles pertes en vies humaines. Il est impératif de faciliter la délivrance des visas au personnel des organismes humanitaires et l'importation du matériel de communication afin que ces organismes puissent fonctionner efficacement. Nous avons déjà entendu cela aujourd'hui. Le refus de l'accès humanitaire est une violation directe du droit international humanitaire.

Dans le même temps, la communauté internationale et les organismes des Nations Unies doivent être prêts à intervenir. À vrai dire, les mesures prises jusqu'à ce jour ont été insuffisantes. Le cessez-le-feu nous donne l'occasion de remédier à cette situation et d'augmenter d'urgence la quantité d'aide qui parvient aux personnes qui souffrent de faim dans la région du Tigré. À cet égard, le Royaume-Uni a déjà alloué 47,7 millions de livres sterling. Un cessez-le-feu total et durable donnera à toutes les parties le temps et l'espace nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes de ce conflit, à la fois par le dialogue et, surtout, par la réconciliation, et pour lancer un processus politique inclusif.

Le Royaume-Uni salue et approuve l'appel lancé par le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Faki, à toutes les parties pour qu'elles assument leurs responsabilités en matière de protection des civils, conformément au droit international. Bien entendu, il a raison de dire qu'un cessez-le-feu permanent, total et global est absolument nécessaire pour ouvrir la voie à une paix durable dans le Tigré. Nous appuyerons l'Union africaine dans ses efforts en faveur de la paix et de la stabilité au Tigré, en Éthiopie et dans la région. En outre, nous encourageons le système des Nations Unies à examiner comment il peut lui aussi apporter son aide à mesure que la situation évolue, dans le cadre d'un processus conjoint et d'une stratégie cohérente.

Enfin, la Représentante spéciale Patten et la Haute-Commissaire Bachelet ont appelé l'attention sur de graves allégations de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits. Elles ont également évoqué des violences sexuelles systématiques, ce qui m'a particulièrement touché en tant que représentant spécial du Premier Ministre britannique pour la prévention des violences sexuelles en temps de conflit. Le Royaume-Uni apporte son appui au Comité international de la Croix-Rouge et aux organismes des Nations Unies pour qu'ils puissent fournir des services essentiels aux personnes ayant subi des violences sexuelles. Une contribution supplémentaire de 16,7 millions de livres a été annoncée en juin, ce qui permettra de favoriser et d'encourager l'application du principe de responsabilité. En outre, cette semaine, nous avons déployé un expert chargé de donner des conseils en ce qui concerne la collecte et la préservation sûres d'éléments de preuve, ce qui est vital et impératif pour traduire en justice les auteurs de violences sexuelles en temps voulu.

Le Royaume-Uni se félicite de l'enquête proposée par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et appuie pleinement l'enquête menée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Nous allons également nous porter coauteur d'un projet de résolution sur le Tigré au Conseil des droits de l'homme à Genève ce mois-ci.

La transparence et la responsabilité seront essentielles pour que l'Éthiopie puisse véritablement sortir de ce conflit si tragique. Nous le devons collectivement aux victimes. Nous le devons aux personnes rescapées. Notre message est clair : il est temps que toutes les parties déposent les armes ; il est temps de garantir à l'aide humanitaire un accès sans entrave ; et il est temps

maintenant de donner la priorité aux intérêts du peuple éthiopien. J'espère que le Conseil pourra maintenant œuvrer de manière constructive avec l'Union africaine et ses partenaires pour réaliser des progrès sur ces questions essentielles et retourner la situation pour le bien de la population du Tigré et de tous les Éthiopiens.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie Rosemary DiCarlo et Ramesh Rajasingham de leurs exposés d'aujourd'hui qui sont éclairants mais aussi profondément troublants.

L'Éthiopie est un partenaire important et de longue date de l'Irlande. C'est pourquoi l'exacerbation de la crise dans la région du Tigré et ses graves conséquences humanitaires sont pour nous une source de très vive préoccupation. Nous n'avons cessé d'évoquer cette situation et d'appeler à ce que le Conseil de sécurité s'en saisisse depuis que nous sommes entrés au Conseil en janvier.

La voix du Conseil compte sur cette question. Aujourd'hui, enfin, nous tenons une séance publique et tous les membres du Conseil ont l'occasion d'envoyer un message clair aux parties sur le terrain : ce conflit doit prendre fin. Il est urgent de répondre aux besoins humanitaires.

Nous avons demandé la séance d'aujourd'hui parce qu'il est clair qu'une catastrophe humanitaire est en train de se dérouler au Tigré. Il est clair que la menace de la famine plane et que des centaines de milliers de personnes pourraient déjà souffrir de la faim. Il est clair que, si nous ne nous prenons pas immédiatement de nouvelles mesures à plus grande échelle, de nombreuses autres personnes vont mourir. Nous avons tous la responsabilité d'agir immédiatement pour sauver des vies. D'ailleurs, notre action n'a que trop tardé.

La perspective d'une famine à grande échelle en Éthiopie est aujourd'hui bien réelle. Les éléments de preuve que nous avons entendus aujourd'hui sont irréfutables. Les conséquences de l'inaction font froid dans le dos et ne sont que trop prévisibles.

Alors que le spectre d'une famine à grande échelle menace à nouveau le peuple éthiopien, la communauté internationale est prête à mobiliser la réponse nécessaire. Toutefois, les mesures politiques nécessaires pour faciliter cette réponse incombent à ceux qui sont parties à ce conflit. Elles doivent faire preuve de leadership pour ouvrir la voie à une solution politique.

La déclaration par le Gouvernement éthiopien d'un cessez-le-feu unilatéral est une initiative qu'il convient de saluer. Cependant, tout cessez-le-feu doit

inclure des mesures qui permettent d'améliorer la situation humanitaire sur le terrain, au lieu de dresser de nouveaux obstacles à la réponse humanitaire. Les informations selon lesquelles l'accès humanitaire continue d'être interrompu, notamment par la destruction d'axes clefs pour l'acheminement de l'aide humanitaire, sont profondément inquiétantes et, franchement, choquantes. Nous exhortons toutes les parties au conflit à cesser les hostilités, à protéger les civils et à permettre un accès humanitaire immédiat, sans entrave et sûr à toutes les régions du Tigré. Nous appelons les autorités éthiopiennes à démontrer leur attachement au cessez-le-feu qu'elles ont elles-mêmes déclaré en facilitant immédiatement l'accès humanitaire. À cet égard, les prochains jours sont absolument cruciaux alors que la réponse humanitaire redémarre. Nous demandons également au Gouvernement d'établir un mécanisme de coordination civilo-militaire opérationnel, de rétablir immédiatement les services essentiels et de rouvrir l'espace aérien pour les livraisons humanitaires. Les forces tigréennes doivent également s'abstenir de toute action susceptible d'attiser le conflit ou de restreindre l'accès humanitaire.

Au-delà de la crise de sécurité alimentaire, nous sommes profondément préoccupés par la situation humanitaire et des droits de l'homme en général. Les informations de la semaine dernière concernant la frappe aérienne sur le marché du village de Togoga, dans le nord du Tigré, tuant et blessant des centaines de civils, dont de nombreux enfants, sont alarmantes. Nous appelons les autorités éthiopiennes à mener une enquête indépendante sur cette attaque. Le meurtre brutal, la semaine dernière, de trois membres du personnel de Médecins sans Frontières montre les dangers auxquels sont confrontés les humanitaires. Les travailleurs humanitaires ne doivent jamais être des cibles. Ces attaques scandaleuses doivent cesser. Je rends hommage aux efforts et au courage des travailleurs humanitaires qui opèrent dans des circonstances très dangereuses. Nous condamnons les informations selon lesquelles des véhicules d'organisations internationales non gouvernementales et de l'ONU ainsi que leur matériel ont été détruits ou confisqués en violation du droit international humanitaire. Les droits des acteurs humanitaires en vertu du droit international humanitaire doivent être respectés conformément aux obligations qui incombent à toutes les parties au conflit.

Nous restons horrifiés par les violences sexuelles et les atrocités liées au conflit décrites par la Représentante spéciale du Secrétaire général, Pramila Patten. De toute évidence, des exactions systématiques sont

perpétrées par les acteurs armés du conflit. Le Conseil a exigé que ces violations et d'autres cessent immédiatement. Nous appuyons fermement les efforts déployés par la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet Jeria, et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, et attachons une grande importance à l'enquête menée conjointement avec la Commission éthiopienne des droits de l'homme. L'obligation de rendre des comptes doit être garantie pour toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme afin de lutter contre l'impunité, de prévenir de nouvelles violations et de rendre justice aux victimes et aux personnes rescapées.

J'ai commencé ma déclaration aujourd'hui en disant que nous avons l'occasion d'envoyer un message clair aux parties sur le terrain. Il y a trois mois, l'Irlande a dit la même chose à huis clos et depuis, ne cesse de le répéter. Aujourd'hui, je crois que ce message comprend trois volets.

Premièrement, le Conseil doit exhorter toutes les parties au conflit à cesser les hostilités, à protéger les civils et à permettre un accès humanitaire immédiat et sûr à toutes les régions du Tigré. Nous appelons les autorités éthiopiennes à démontrer leur attachement au cessez-le-feu en facilitant immédiatement un accès humanitaire sans entrave.

Deuxièmement, toutes les parties au conflit doivent respecter pleinement le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme. Les violences sexuelles et les atrocités commises contre les civils et les travailleurs humanitaires doivent cesser. Les humanitaires doivent pouvoir faire leur travail sans ingérence.

Enfin, et surtout, il faut que toutes les parties prenantes éthiopiennes s'engagent en faveur d'un processus de dialogue national qui favorise la réconciliation et l'unité de l'Éthiopie. L'Irlande est prête à apporter son appui de toutes les manières possibles. Nous espérons que l'annonce faite aujourd'hui à cet égard sera suivie d'effet et rapidement et intégralement concrétisée.

Ce moment est critique pour l'Éthiopie. Le monde nous regarde. Nous exhortons toutes les parties à reconnaître et à assumer leurs responsabilités, afin d'ouvrir des perspectives pour tous les Éthiopiens. Le Conseil doit lui aussi se montrer à la hauteur et jouer son rôle.

M. Kimani (Kenya) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Je félicite également l'Estonie de sa conduite avisée du Conseil le mois dernier.

Nous prononçons cette déclaration, unis, au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité plus un (A3+1), à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, ainsi que Saint-Vincent-et-les Grenadines. Nous sommes unis pour la protection de la paix et de la sécurité de l'Afrique ainsi que pour la défense des intérêts des peuples et des États africains au sein du Conseil de sécurité.

Nous prenons acte des exposés de la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo, et du Secrétaire général adjoint par intérim, Ramesh Rajasingham. Nous nous félicitons également de la participation de l'Éthiopie à la présente séance et la remercions de son prochain exposé au Conseil sur l'évolution de la situation depuis notre dernière rencontre il y a environ deux semaines dans le cadre d'un dialogue interactif informel.

Nous sommes attristés par les souffrances endurées par nos frères et sœurs en Éthiopie, car chaque vie compte et est sacro-sainte. Nous présentons nos condoléances à toutes les familles qui ont perdu des proches à cause de la violence, notamment les travailleurs humanitaires. Nous sommes indignés et attristés par la douleur de toutes les femmes et filles qui ont subi des violences sexuelles. Nous condamnons sans réserve les attaques prenant pour cible des civils non armés. Ce faisant, nous appelons toutes les parties ayant les moyens de faire du mal à cesser d'attaquer ou de menacer des civils non armés. Nous exigeons que les parties respectent le droit international, y compris les principes humanitaires et les codes moraux qui sont au cœur des cultures et des religions de l'Afrique.

Au cours des derniers mois, lorsque le Tigré a connu la division et la violence, nous avons défendu l'idée selon laquelle un accès humanitaire élargi et solide doit être accordé. Nous avons salué le fait que le Gouvernement a répondu à une part importante des besoins humanitaires du Tigré. Nous avons exhorté la communauté humanitaire internationale à agir rapidement et à intensifier l'aide. Nous l'avons saluée et nous avons également été déçus par les lacunes persistantes de sa réponse. Nous appelons à nouveau tous les États, les institutions internationales, les organisations et les personnes de bonne volonté à redoubler d'efforts au Tigré.

Nous appuyons les aspirations démocratiques du peuple éthiopien. De ce fait, nous avons défendu l'idée selon laquelle la communauté internationale et le Conseil de sécurité devaient donner au pays la marge de manoeuvre nécessaire pour lui permettre d'organiser les élections, qui viennent d'avoir lieu. Nous avons été heureux de constater que les rapports d'étape, en particulier

celui de la Mission d'observation électorale de l'Union africaine, affirment que :

« Malgré certains problèmes d'ordre opérationnel, logistique, sécuritaire et politique et liés à la maladie à coronavirus (COVID-19), dans l'ensemble, les processus préélectoraux et le scrutin se sont déroulés de manière ordonnée, pacifique et crédible ».

Nous espérons que les élections seront le point de départ d'un dialogue national solide sur la paix, la cohésion, le développement et la célébration de la diversité et du pluralisme.

Aujourd'hui, la situation au Tigré reste préoccupante, mais il existe des possibilités évidentes d'instaurer la paix. À huis clos, nous avons exhorté le Conseil à prendre des mesures prudentes et responsables qui encourageront les campagnes d'informations humanitaires à l'intention des personnes qui souffrent, et à ne pas compromettre la situation au Tigré. Nous réitérons cet appel fort et sincère.

Nous nous félicitons du cessez-le-feu humanitaire unilatéral décrété par le Gouvernement éthiopien et soulignons que le Conseil et la communauté internationale doivent considérer cette décision du Gouvernement comme une occasion à saisir. Nous espérons qu'il se transformera en un cessez-le-feu permanent, complet et durable afin qu'une aide humanitaire soit fournie à chaque homme, à chaque femme et à chaque enfant qui en a besoin, dans l'ensemble du Tigré.

Ce cessez-le-feu doit être respecté et mis en œuvre. Nous sommes particulièrement préoccupés par les répercussions potentielles de la destruction récente du pont sur la rivière Tekezé, reliant Shire à Gondar. Cette destruction est révélatrice d'une insensibilité aux besoins des civils en période de crise et du non-respect du cessez-le-feu par certaines parties. Nous condamnons la destruction délibérée de biens de caractère civil qui sont essentiels à l'acheminement de l'aide humanitaire.

Ces agissements doivent cesser si nous voulons véritablement mettre en œuvre l'initiative visant à faire taire les armes en Afrique d'ici 2020, que les Africains ont définie dans leur Agenda 2063, et œuvrer, en tant que région, pour mettre fin à toutes les guerres, tous les conflits civils, tous les actes de violence fondée sur le genre et tous les conflits violents et pour prévenir le génocide.

Nous appelons désormais toutes les parties armées présentes au Tigré, ou dans les régions voisines, à entendre la voix de l'Afrique qui appelle à faire taire les armes. Nous invitons toutes les parties qui ne se sont pas

prononcées sur la cessation des hostilités à le faire immédiatement et à agir en conséquence en cessant toutes les opérations armées. Elles doivent permettre un accès humanitaire total à toutes les parties du Tigré. Nous demandons en outre le départ de toutes les forces non éthiopiennes du Tigré et le retrait de toutes les milices des États fédéraux voisins.

Faire taire les armes concourt à la réalisation de la volonté du continent africain et permettrait aux agriculteurs et aux commerçants du Tigré de retourner dans leurs fermes et leurs magasins afin de retrouver leurs moyens de subsistance et réduire leur dépendance à l'égard de la main tendue des humanitaires. Nous insistons sur le fait que le cessez-le-feu doit être respecté par toutes les parties, car nous savons par expérience que cela permettra de déployer les outils disponibles dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité pour aider l'Éthiopie à être en paix avec elle-même.

Le peuple et le Gouvernement éthiopiens se félicitent de la puissance des instruments de dialogue et de réconciliation créés par les Africains au cours des dernières décennies. Après tout, la plupart des accords qui ont construit notre architecture de paix et de sécurité ont été conclus à Addis-Abeba par nos Chefs d'État et de gouvernement, avec la participation constructive de l'Éthiopie. Nous recommandons maintenant à l'Éthiopie de se servir de ses outils, comme beaucoup d'entre nous l'ont fait. Cela permettra de montrer à nos peuples et au monde que nous disposons de processus et de compétences qui peuvent effectivement nous permettre d'apporter des solutions africaines aux problèmes africains.

Par conséquent, les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines appellent toutes les parties éthiopiennes belligérantes au Tigré à cesser les hostilités et engager un dialogue inclusif pour avancer vers la réconciliation nationale. Selon nous, le dialogue est une force. Il est également au cœur de l'identité africaine. Nous appelons toutes les parties éthiopiennes à s'y attacher et à sauver les précieuses vies des habitants du Tigré, à protéger leur paix nationale et à redevenir un point d'ancrage de la sécurité régionale.

Comme nous l'avons fait lors de séances tenues à huis clos, nous réaffirmons que le Conseil doit toujours écouter l'Afrique lorsqu'il s'agit de questions africaines. Le Conseil doit également donner au continent la marge de manoeuvre nécessaire pour régler ses problèmes avec l'appui de la communauté internationale. Nous ne faisons pas cette affirmation parce que nous sommes infaillibles, mais plutôt parce que l'Afrique a aujourd'hui une vision réalisable de son évolution vers

une communauté de nations pacifique, unie, indépendante et prospère. C'est nous qui souffrons le plus de nos problèmes et c'est nous qui gagnons le plus à les régler.

Il est donc essentiel que le Conseil de sécurité dans son ensemble et ses membres comprennent que ce débat doit encourager et soutenir les solutions africaines, c'est-à-dire, en l'occurrence, les solutions éthiopiennes, en commençant par le cessez-le-feu, l'acheminement de l'aide humanitaire, le dialogue, la réconciliation et la responsabilité. Parmi les outils que l'Afrique a mis en place, il y a la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Nous prenons acte du lancement, le 17 juin dernier, d'une commission d'enquête sur le Tigré. Nous attendons avec intérêt ses enquêtes approfondies, qui permettront de demander des comptes aux auteurs d'atrocités. Par ailleurs, nous ne doutons pas que ses conclusions soutiendront la cause du peuple éthiopien et établiront la vérité sur ce qui s'est passé au Tigré, et que cette vérité sera utilisée pour construire une Éthiopie plus forte.

Nous, l'Afrique, n'accepterons pas, ni aujourd'hui ni jamais, que l'on se serve de ce débat pour porter atteinte au peuple et à l'État éthiopiens. Il est maintenant temps de privilégier la diplomatie prudente, d'intensifier rapidement la réponse humanitaire, de donner la priorité aux êtres humains, d'apprécier à sa juste valeur la stabilité régionale et de lutter contre les informations erronées et la désinformation.

Nous nous souvenons des grandes réalisations de la civilisation éthiopienne, comme d'autres en Afrique. Nous savons que nous avons été confrontés, dans notre histoire, à des bouleversements et à des destructions. Nous souffrons de nos problèmes aujourd'hui, comme l'Éthiopie en ce moment, mais notre aspiration spirituelle à la réconciliation et à l'unité est inextinguible.

Nous, les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines, concluons notre intervention en réaffirmant notre respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Éthiopie, ainsi que notre attachement à ces dernières. Nous sommes solidaires du Gouvernement et du peuple éthiopiens en ce moment décisif dans leur quête d'une paix durable, propice à la construction de la nation et à la prospérité.

M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Étant donné qu'il s'agit de la première séance du Conseil de sécurité sous la présidence française pour le mois de juillet, je tiens à vous exprimer, Monsieur le Président, le plein appui de la délégation mexicaine dans la réalisation des travaux de ce mois. Je suis également reconnaissante à l'Estonie pour tout

le travail qu'elle a accompli pendant le mois de juin. Le Mexique remercie également la présidence d'avoir organisé la séance de cet après-midi, ainsi que la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, et le Secrétaire général adjoint par intérim, M. Rajasingham, pour leurs exposés. Nous saluons la présence de Lord Tariq Ahmad de Wimbledon, Ministre d'État chargé du Commonwealth, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Asie du Sud, et du Représentant permanent de l'Éthiopie.

Après huit mois d'affrontements, la situation au Tigré est pour le moins complexe. La situation humanitaire est également très préoccupante. Le conflit a déjà fait des milliers de morts, déplacé des millions de personnes et forcé des centaines de milliers de personnes à fuir, certaines vers le Soudan, accroissant la pression sur ce pays qui traverse une période de transition fragile.

Le Tigré et d'autres régions de l'Éthiopie subissent les effets d'une triple menace : les chocs climatiques, l'invasion de criquets pèlerins et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Ce conflit marque un tournant décisif. La poursuite des hostilités entraînerait une deuxième perturbation de la saison des récoltes, tandis que la persistance des obstacles à l'accès humanitaire augmenterait considérablement la probabilité d'une famine généralisée. Les infrastructures hospitalières affaiblies risquent de s'effondrer, ce qui accroît le danger de propagation de maladies transmissibles et évitables. Les tensions ethniques et intercommunautaires pourraient être exacerbées et le conflit pourrait s'étendre non seulement à d'autres régions de l'Éthiopie, mais aussi au reste de la Corne de l'Afrique.

Le Mexique est préoccupé par toutes les attaques perpétrées contre les civils et le personnel humanitaire qu'il condamne à titre national. Les attaques commises à Togoga, qui ont fait des dizaines de victimes civiles et plus de 180 blessés, ainsi que les attaques contre le personnel de Médecins sans frontières, sont tout simplement inacceptables, tout comme le fait que le personnel médical cherchant à porter assistance aux blessés ne puisse accéder à la région. Soyons francs et clairs : cela constitue une violation inacceptable du droit international humanitaire. C'est aussi simple que cela.

Compte tenu des nombreux besoins exprimés sur le terrain, il est particulièrement scandaleux que ceux dont le rôle est d'aider la population soient pris pour cible, ce qui inclut des intrusions dans les bureaux et la confiscation du matériel de télécommunication des organismes des Nations Unies. Il est donc crucial que les responsables rendent compte de ce qui s'est passé dans le cadre du conflit, notamment en ce qui concerne les multiples

allégations de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Une enquête impartiale et indépendante doit être menée sans délai pour faire la lumière sur ces allégations et rendre justice.

Le Mexique se félicite de l'annonce faite le 28 juin par le Gouvernement éthiopien d'un cessez-le-feu humanitaire au Tigré et exhorte toutes les autres parties au conflit à cesser toutes les hostilités, à garantir un accès humanitaire sans entrave, indépendamment de l'appartenance ethnique ou de l'affiliation politique, et à s'abstenir d'interférer avec les infrastructures critiques, telles que les installations de communication, les ponts et les routes, ou de les endommager, ce qui aurait pour effet d'isoler la région et de compromettre l'acheminement des fournitures. Le Mexique, mon pays, demande le retrait des forces érythréennes d'Éthiopie.

Les parties au conflit doivent réfléchir aux conséquences de leurs actes au cours des derniers mois et reconnaître qu'il ne saurait y avoir de solution militaire. Le Mexique appelle toutes les parties à rechercher une solution dans le cadre d'un dialogue inclusif, en vue d'entamer le processus de réconciliation nationale et de reconstruction.

Enfin, il est également essentiel de garantir la poursuite de la mobilisation et de la médiation des acteurs régionaux et sous-régionaux, ainsi que le soutien du Conseil de sécurité à toutes les activités de promotion du dialogue politique.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens tout d'abord à féliciter la France de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois et à remercier l'Estonie d'avoir présidé avec succès le Conseil le mois dernier. Je remercie de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, et le Secrétaire général adjoint par intérim, M. Rajasingham. Je salue la présence à cette séance du Représentant permanent de l'Éthiopie, l'Ambassadeur Taye Atskeselassie Amde.

L'Éthiopie est un pilier de stabilité dans la Corne de l'Afrique et est essentielle à la paix et à la sécurité régionales. Tous les Éthiopiens aspirent à une Éthiopie pacifique et stable, et les autres pays africains et l'ensemble de la communauté internationale ne souhaitent rien de moins. La Chine suit de près et avec inquiétude la situation dans la région du Tigré. Le Gouvernement éthiopien a récemment annoncé un cessez-le-feu unilatéral dans l'État du Tigré afin que les activités agricoles et les opérations humanitaires dans la région puissent reprendre normalement, ce dont la Chine se félicite.

Nous attendons avec intérêt un cessez-le-feu global au Tigré et soutenons les parties concernées pour qu'elles règlent leurs différends dans le cadre d'un dialogue politique, afin que tous les habitants de l'Éthiopie, y compris ceux de l'État du Tigré, puissent jouir de la paix et de la stabilité dans leur quête de développement et de prospérité. La Chine soutient le rôle constructif que continue de jouer l'Union africaine et se félicite de l'aide apportée à l'Éthiopie par le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat.

Depuis un certain temps, le Gouvernement éthiopien répond activement aux besoins humanitaires dans le Tigré, en offrant une aide à la population en détresse, en rouvrant l'économie locale, en favorisant le retour à la normale et en assurant un accès humanitaire total, ce qui donne des résultats encourageants. Les opérations humanitaires au Tigré souffrent d'une grave pénurie de ressources, d'où la nécessité pour la communauté internationale de renforcer son aide humanitaire d'urgence. Dans ce processus, les principes de l'ONU en matière d'aide humanitaire doivent être pleinement respectés.

L'aide alimentaire envoyée par le Gouvernement chinois arrivera bientôt, et les Tigréens bénéficient également des vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19) offerts par la Chine à l'Éthiopie. La Chine salue le travail considérable accompli par les organismes humanitaires internationaux pour soulager la détresse de la population locale, condamne fermement les attaques menées contre les travailleurs humanitaires et note que le Gouvernement éthiopien a ouvert une enquête sur ces dernières. À l'heure actuelle, les efforts déployés par l'Éthiopie pour maintenir la paix et le développement sur la bonne voie continuent d'être mis à mal à bien des égards.

La Chine suit également de près l'évolution de la situation au Tigré. Toutefois, la question du Tigré relève, dans l'ensemble, d'une affaire interne de l'Éthiopie, et nous croyons en la sagesse du peuple éthiopien et en sa capacité de trouver une solution appropriée. La communauté internationale, tout en apportant son aide, doit respecter pleinement la souveraineté et le leadership de l'Éthiopie, car le but est d'œuvrer de concert pour aider le pays à surmonter ses difficultés et de maintenir la paix et la stabilité tant en Éthiopie que dans la région. Lorsqu'il traitera de cette question, le Conseil de sécurité devra choisir avec soin et prudence le moment et l'approche appropriés pour s'assurer que toute action entreprise contribue à améliorer la situation au Tigré, et non l'inverse. La Chine est prête à travailler avec le reste de la communauté internationale à cette fin.

M. Jürgenson (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, et le Secrétaire général adjoint par intérim, M. Rajasingham. Je me félicite de la tenue opportune de la première séance du Conseil de sécurité sur la situation au Tigré.

L'annonce d'un cessez-le-feu faite par le Gouvernement éthiopien est une première étape bienvenue en vue de la résolution du conflit au Tigré. Il est essentiel que cette déclaration soit suivie d'une cessation immédiate des hostilités et que toutes les parties respectent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Il faut garantir un accès humanitaire urgent, sûr et sans entrave. En outre, les services essentiels, tels que l'électricité et les télécommunications, doivent être rétablis pour permettre aux travailleurs humanitaires d'apporter leur aide.

L'insécurité alimentaire dans le Tigré s'aggrave chaque jour, et certaines régions sont déjà confrontées à la famine. Il faut veiller à ce que l'aide alimentaire soit acheminée sans délai à ceux qui en ont besoin. La cessation immédiate des hostilités est essentielle pour permettre aux agriculteurs de planter leurs cultures, en vue de trouver une solution durable à l'insécurité alimentaire.

Nous condamnons les violences perpétrées contre les travailleurs humanitaires et leurs biens, car cela va à l'encontre du droit international humanitaire. Les meurtres brutaux de trois représentants de Médecins Sans Frontières doivent faire l'objet d'une enquête immédiate et leurs auteurs doivent être traduits en justice. Par ailleurs, rien ne saurait justifier l'entrée illégale dans les locaux des organismes humanitaires ou le démantèlement de leur matériel de communication.

Nous sommes préoccupés par l'instabilité persistante dans la région du Tigré et par le fait que les civils sont les premières victimes du conflit, comme nous avons pu le constater une nouvelle fois la semaine dernière lorsqu'une frappe aérienne près de Mekelle a tué environ 80 civils et en a blessé environ 200. Il est totalement inacceptable de prendre pour cible des civils et de bloquer l'aide médicale. Nous demandons qu'une enquête indépendante soit menée rapidement sur cet incident.

Les informations faisant état de violations persistantes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, y compris de violences sexuelles et fondées sur le genre, sont très préoccupantes. Nous nous félicitons de l'engagement du Gouvernement éthiopien à collaborer avec les mécanismes des Nations Unies pour enquêter

sur les violations et atteintes présumées. Nous appelons toutes les parties à garantir un accès sans entrave aux enquêteurs.

Nous sommes préoccupés par les nombreuses violations commises par les troupes érythréennes et nous appelons à leur retrait immédiat. De nombreuses sources signalent le rôle clairement déstabilisateur des troupes érythréennes, qui font notamment obstacle à l'aide humanitaire.

Il est important que la fin des combats ne soit pas temporaire, mais qu'elle soit suivie d'un processus politique global, inclusif et crédible, qui vise à parvenir à la réconciliation nationale.

Enfin, il est clair que le conflit en cours au Tigré constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales, et il est donc essentiel que cette question continue de figurer à titre prioritaire à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

M. Tirumurti (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo, et le Secrétaire général adjoint par intérim aux affaires humanitaires et Coordonnateur par intérim des secours d'urgence, Ramesh Rajasingham, de leurs exposés sur l'évolution récente de la situation dans la région du Tigré en Éthiopie. Je salue également la présence de S. E. Lord Tariq Ahmad de Wimbledon et du Représentant permanent de l'Éthiopie à la présente séance.

La population de la région du Tigré, en Éthiopie, a souffert pendant les huit mois qu'ont duré les combats. On ne peut donc que se féliciter de l'annonce d'un cessez-le-feu humanitaire dans la région. Nous félicitons le Gouvernement éthiopien d'avoir pris cette décision et nous saluons les mesures qu'il a prises pour faire face à la situation humanitaire. Cette mesure positive devrait contribuer à apaiser les tensions et à atténuer les souffrances de la population. Nous espérons que la séance d'aujourd'hui contribuera à désamorcer la situation sur le terrain et à promouvoir la réconciliation et la paix dans la région.

Nous sommes également d'avis que la présence d'acteurs armés extérieurs dans la région du Tigré fait obstacle au retour à la paix, et nous demandons qu'il y soit mis fin. Il est important que toutes les parties prenantes respectent le cessez-le-feu et facilitent l'acheminement de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin et le bon déroulement des activités agricoles normales. La période du cessez-le-feu doit être mise à profit pour intensifier immédiatement la fourniture de l'aide humanitaire, qui doit parvenir aux zones dont l'accès a été rendu difficile

par les violences. Nous continuons d'exhorter tous les organismes humanitaires et les autorités à intensifier et à coordonner leurs efforts pour combler les lacunes sur le terrain, d'autant plus que la combinaison de plusieurs facteurs a aggravé la situation.

Nous remercions les autorités éthiopiennes qui ont non seulement fourni une aide humanitaire, mais qui ont également garanti un accès humanitaire à la plupart de zones qui connaissent des difficultés. Nous les encourageons à poursuivre sur cette voie. Nous soulignons également l'importance de respecter les principes directeurs de l'ONU en matière d'aide humanitaire. Nous appelons en outre à la protection de tous les travailleurs humanitaires.

L'Inde appelle à la retenue et à la mobilisation de toutes les parties prenantes dans un esprit de dialogue et de réconciliation. Nous plaidons pour que la trêve offerte par le cessez-le-feu humanitaire soit mise à profit pour ouvrir des canaux de communication, poursuivre le dialogue et trouver une solution pacifique et durable. Toutes les parties prenantes doivent renoncer aux discours incendiaires et aux menaces, et s'abstenir de diffuser de fausses informations et d'exacerber les tensions pendant le cessez-le-feu. Au contraire, elles doivent prendre des mesures pour se désengager, désamorcer les tensions et œuvrer en faveur du retour à une vie normale pour les habitants de la région touchée.

Nous appelons le Gouvernement éthiopien à préserver le cessez-le-feu et à régler le conflit d'une manière qui serve les intérêts de l'ensemble de sa population, conformément aux dispositions constitutionnelles fédérales. Nous encourageons également le Gouvernement éthiopien à respecter l'engagement qu'il a pris de mener des enquêtes sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme et à persévérer dans ses efforts pour que les auteurs de ces violations rendent des comptes, conformément à la loi. Nous espérons que l'enquête menée par la Commission éthiopienne des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme aboutira rapidement.

Pour conclure, l'Inde réaffirme son ferme attachement à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Éthiopie.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, nous voudrions féliciter la France pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de juillet et remercier l'Estonie pour la compétence avec laquelle elle a dirigé les travaux du Conseil en juin.

Nous avons écouté attentivement les exposés sur la situation au Tigré, présentés par la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et le Secrétaire général adjoint par intérim aux affaires humanitaires et Coordinateur par intérim des secours d'urgence, Ramesh Rajasingham. Nous saluons la présence de Lord Tariq Ahmad de Wimbledon et du Représentant permanent de l'Éthiopie, Taye Atskeselassie Amde, à la présente séance.

Je voudrais tout d'abord exprimer notre regret quant au format de la séance d'aujourd'hui et mettre en garde nos collègues contre son utilisation pour déstabiliser davantage une situation déjà complexe au Tigré et affaiblir la position politique des autorités fédérales. Les questions examinées aujourd'hui sont une affaire interne à l'Éthiopie. Nous ne devons pas l'oublier.

Nous suivons de près l'évolution de la situation militaire et politique complexe dans le pays. Nous pensons que la décision unilatérale prise par le Gouvernement fédéral éthiopien le 28 juin de déclarer une cessation immédiate des hostilités dans le Tigré est un pas dans la bonne direction. Nous espérons que toutes les parties en présence feront preuve de la volonté politique nécessaire pour mettre fin à l'effusion de sang, améliorer la situation humanitaire et rétablir progressivement la stabilité socioéconomique. Cela permettrait également aux agriculteurs de planter leurs cultures et aux personnes déplacées de rentrer chez elles.

Nous appelons tous les partenaires d'Addis-Abeba à appuyer les mesures prises par le Gouvernement éthiopien pour rétablir la paix dans la région et une vie normale pour les populations. Nous sommes également d'avis que ce sont les Éthiopiens eux-mêmes, avec l'aide, avant tout, de la communauté africaine, qui doivent jouer un rôle de premier plan en vue du règlement du conflit en Éthiopie.

Les derniers événements dans la région ne doivent pas détourner notre attention des graves problèmes socioéconomiques qui subsistent dans le Tigré. Ces derniers mois, le Gouvernement éthiopien a considérablement contribué à la reconstruction des infrastructures détruites et à la satisfaction des besoins humanitaires dans la région. Selon les informations disponibles, il a consacré plus de 2,5 milliards de dollars à ces efforts.

Nous appelons le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les organismes humanitaires présents dans la région à continuer d'accompagner ces efforts, conformément à la résolution 46/182 de l'Assemblée générale et dans le strict respect des principes directeurs qui régissent la fourniture de l'aide humanitaire. Nous comptons sur la communauté humanitaire

pour dresser un tableau objectif de la situation humanitaire et identifier les besoins réels de la population de la région.

Nous sommes conscients qu'un groupe de pays occidentaux a soumis à l'examen de la quarante-septième session du Conseil des droits de l'homme, à Genève, un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme au Tigré, qui, selon nous, est assorti d'un parti pris accusateur contre les autorités éthiopiennes. Si nous partageons les préoccupations que suscitent les problèmes relatifs aux droits de l'homme causés par le conflit au Tigré, nous pensons que ce genre de document ne doit pas avoir pour but d'accuser ou de punir, mais d'aider à prévenir et à surmonter les violations des droits de l'homme, indépendamment de la partie qui les commet.

Pour terminer, nous tenons à réaffirmer la volonté de la Russie de continuer à promouvoir la normalisation de la situation au Tigré. Nous estimons que politiser ce problème est inacceptable. La situation au Tigré doit rester une affaire interne de l'Éthiopie. Une ingérence du Conseil de sécurité dans le règlement de la situation au Tigré serait contre-productive.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois, et je remercie l'Estonie de sa présidence de qualité le mois dernier.

Je remercie de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo, et le Secrétaire général adjoint par intérim, Ramesh Rajasingham. Je souhaite la bienvenue au Ministre d'État du Royaume-Uni et à l'Ambassadeur Amde, Représentant permanent de l'Éthiopie, à notre séance de ce jour.

La situation dans la région du Tigré, en Éthiopie, a connu des faits nouveaux complexes ces derniers mois. Elle entraîne des difficultés multiformes pour des millions de personnes. Nous partageons les préoccupations de la communauté internationale, notamment celles exprimées par le Secrétaire général, concernant les niveaux alarmants de violence, les meurtres de civils, en particulier de femmes, d'enfants et de travailleurs humanitaires, et la destruction d'infrastructures civiles indispensables à la population civile au Tigré. Ces actes de violence sont absolument inacceptables et vont à l'encontre du droit international humanitaire. Nous appelons à cesser immédiatement les hostilités, à honorer les responsabilités qui découlent du droit international humanitaire et à garantir la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, afin de remédier rapidement aux difficultés croissantes auxquelles la population est confrontée après des mois d'hostilités.

La situation humanitaire qui prévaut au Tigré est extrêmement préoccupante. Nous saluons les efforts déployés par le Gouvernement éthiopien pour contribuer à atténuer ces difficultés. Le conflit entraîne d'autres problèmes systémiques susceptibles de se traduire par une nouvelle détérioration de la situation, notamment un risque élevé de famine. Ce sont les enfants qui souffrent le plus. D'après les projections de l'UNICEF, 56 000 enfants de moins de 5 ans au Tigré devront être traités cette année pour malnutrition aiguë sévère. Dans les régions du Tigré qui sont inaccessibles, 33 000 enfants risquent une mort imminente s'ils ne reçoivent pas immédiatement une aide.

Face à de tels dangers, nous appelons toutes les parties à s'acquitter des obligations que leur fait le droit humanitaire pour éviter qu'une famine ne se produise. Il importe à présent de garantir la réalité, l'efficacité et la sûreté de l'acheminement et de l'accès de l'aide humanitaire dans la région du Tigré et les zones environnantes. Dans ce cadre, l'évaluation des besoins et l'acheminement de l'aide humanitaire doivent tenir compte des spécificités locales et faire l'objet de consultations avec le Gouvernement éthiopien.

Répondre aux besoins humanitaires est certes une tâche urgente, mais il est tout aussi important de s'efforcer sincèrement de parvenir à un règlement pacifique des différends entre les parties concernées. La crise actuelle trouve son origine dans des facteurs politiques, historiques, ethniques et culturels complexes. Ce contexte exige que les parties concernées s'engagent patiemment dans le dialogue et la réconciliation au lieu d'entretenir la haine et les divergences.

Il est grand temps de trouver un compromis qui favorise une solution globale, dans l'intérêt de la stabilité et du développement pérennes de l'Éthiopie, sur la base des principes inscrits dans le droit international et la Charte des Nations Unies. Nous appelons les autorités éthiopiennes et toutes les autres parties concernées à accorder la plus haute priorité aux intérêts de leurs concitoyens. La communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, doit appuyer tous les efforts dans ce sens, dans le plein respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Éthiopie.

À cet égard, nous nous félicitons du cessez-le-feu proclamé récemment par le Gouvernement éthiopien, et nous comptons sur toutes les parties pour faire en sorte qu'il soit durable et complet. En outre, nous appelons toutes les parties concernées à profiter de cette occasion pour entamer un dialogue constructif, et à s'abstenir de faire couler davantage de sang et de recourir à des discours belliqueux susceptibles de creuser davantage

l'écart entre les parties. Nous pensons qu'il s'agit là de la seule voie viable pour trouver un terrain d'entente et une issue pacifique à la crise actuelle en Éthiopie.

Le conflit et la situation au Tigré ont eu sur la région certaines incidences qui exigent que les parties concernées fassent preuve de retenue. Dans de telles circonstances, les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et de règlement des différends par des moyens pacifiques doivent systématiquement être respectés. À cet égard, nous sommes favorables à la mobilisation constructive des pays voisins et des organisations régionales, en particulier l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, afin d'aider les parties concernées à promouvoir le dialogue, à instaurer la confiance et à fournir à l'Éthiopie une aide humanitaire qui aidera sa population à retrouver une vie normale.

Les efforts déployés jusqu'ici par divers organismes humanitaires, notamment des Nations Unies, sont très louables. Nous appelons la communauté internationale à continuer d'appuyer le peuple éthiopien dans sa quête de paix, de réconciliation et de reconstruction de son pays.

Mme Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour les intervenants.

Huit mois après le début du conflit armé au Tigré, la situation reste critique et extrêmement imprévisible. Les besoins humanitaires sont accablants. Il est probable que jusqu'à 900 000 personnes souffrent de conditions proches de la famine, tandis que des millions d'autres en sont menacées. L'acheminement d'une aide essentielle est entravé et les humanitaires se voient empêchés de sauver des vies. La situation actuelle est extrêmement mouvante, et les informations sont difficiles à obtenir. Je voudrais aujourd'hui aborder quatre points clefs.

Premièrement, nous renouvelons notre appel à permettre un accès humanitaire sans entraves et sans conditions à toutes les régions du Tigré. Nous nous félicitons que le Gouvernement fédéral ait proclamé un cessez-le-feu unilatéral pour raisons humanitaires, et nous appelons toutes les parties à se diriger vers un cessez-le-feu permanent. Malgré cette mesure positive, toutefois, nous avons reçu de plusieurs points de passage des frontières des informations crédibles selon lesquelles les acteurs humanitaires se voient toujours refuser l'accès. Je vais être claire : c'est à l'État qu'incombe au premier chef la responsabilité de protéger les civils. Le Gouvernement central éthiopien doit garantir l'accès humanitaire au Tigré. Les personnels et fournitures humanitaires doivent immédiatement être

autorisés à franchir les lignes de front. Il est impératif, pour intensifier la réponse humanitaire, de restaurer les infrastructures de base que sont l'électricité, les services bancaires, les télécommunications et l'accès au carburant et à l'Internet. Toutes les parties doivent se conformer aux obligations que leur impose le droit international humanitaire, respecter le statut protégé des travailleurs humanitaires et des civils et s'abstenir de détruire ou d'éliminer des biens indispensables à la survie de la population, ce qui serait inacceptable.

Deuxièmement, l'impunité ne peut être tolérée. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les meurtres de civils qui ont été rapportés, ainsi que les actes de violence sexuelle et fondée sur le genre commis de manière généralisée et systématique. Toutes les atteintes aux droits humains et les violations du droit international humanitaire doivent être recensées et attestées, en vue de mener l'enquête et d'engager à l'avenir des poursuites à l'encontre de leurs responsables. Il faut veiller à ce que soient établies les responsabilités des crimes et des violations flagrantes, notamment les responsabilités individuelles au regard du droit pénal. Ce sera indispensable pour rétablir la confiance publique dans les institutions de la justice et de la sécurité et pour jeter les bases de la réconciliation et d'une paix durable. À cet égard, nous saluons l'enquête conjointe menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme, ainsi que la commission d'enquête indépendante établie par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, concernant les atrocités qui auraient été commises au Tigré. Nous escomptons que toutes les conclusions serviront à garantir l'établissement des responsabilités.

Troisièmement, le conflit au Tigré menace la stabilité régionale. Nous appelons les États voisins à éviter d'aggraver la situation. La présence continue des troupes érythréennes au Tigré constitue une menace pour la paix et la sécurité régionales et doit cesser. Nous demandons leur retrait immédiat.

Quatrièmement, le conflit du Tigré ne peut être réglé par des moyens militaires. Les récentes élections en Éthiopie se sont déroulées dans des conditions très difficiles. Mais, comme nous pouvons le constater dans ce cas, les élections ne peuvent à elles seules déboucher sur une transition démocratique ou résoudre les problèmes politiques que le pays connaît actuellement. Un dialogue national véritable et inclusif est nécessaire pour permettre le développement démocratique de l'Éthiopie et réduire le conflit dans le pays.

Nous exhortons tous les acteurs du Tigré à travailler par-delà leurs différends et à préparer le terrain pour un dialogue qui est possible. Une solution politique est le seul moyen de parvenir à une paix durable au Tigré et dans l'ensemble de l'Éthiopie.

Le Président : Je vais maintenant prononcer une déclaration en ma qualité de représentant de la France.

Je remercie M^{me} DiCarlo et M. Rajasingham pour leurs interventions. J'insisterai sur quatre points.

Après huit mois de conflit, la reprise de Mekele par les forces tigréennes démontre qu'il n'y aura pas de solution militaire à cette crise. L'annonce d'un cessez-le-feu pourrait être un développement majeur s'il est rapidement consolidé. Nous appelons l'ensemble des parties à faire preuve de responsabilité en exprimant sans délai leur engagement à cesser définitivement les hostilités ainsi que toute forme de violence contre les populations. Les forces érythréennes doivent quitter immédiatement le territoire éthiopien, conformément à la demande formulée par les autorités éthiopiennes en mars dernier. Nous prenons note des informations relatives au redéploiement de ces forces vers la frontière, qui doit être rapidement vérifié.

Deuxièmement, l'urgence est de permettre l'accès humanitaire. Alors que la situation au Tigré est chaque jour plus alarmante, il est essentiel de répondre aux immenses besoins et de rétablir l'électricité, les communications et les services bancaires. Nous appelons à lever toutes les entraves, notamment par la réouverture de l'aéroport de Mekele, l'octroi de visas de longue durée aux personnels humanitaires et l'autorisation de moyens de communication par satellite. Les infrastructures vitales pour l'acheminement de l'aide doivent être préservées.

La France renouvelle sa condamnation des attaques meurtrières qui ont frappé des équipes de Médecins sans Frontières. Au moins 12 personnels humanitaires ont perdu la vie depuis le début du conflit. Ces crimes ne doivent pas rester impunis. La protection des personnels humanitaires et médicaux est une obligation qui s'impose à toutes les parties.

La préservation de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Éthiopie est une priorité, c'est mon troisième point. Le lancement d'un dialogue national, incluant des représentants de tous les partis et de toutes les régions, doit y contribuer. Nous appelons l'ensemble des forces politiques et militaires en Éthiopie à s'abstenir de toute action susceptible d'ajouter à l'instabilité.

La réconciliation passe aussi par la lutte contre l'impunité. Il est impératif que puisse se poursuivre l'enquête sur les graves violations des droits de l'homme commises au Tigré, menée conjointement par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Il importe que des procédures judiciaires crédibles soient menées en toute transparence.

Enfin, la France est préoccupée par l'impact de la crise sur la stabilité régionale. Nous appelons les pays de la région à résoudre leurs différends par le dialogue et à répondre de manière constructive aux efforts de médiation de l'Union africaine.

Je reprends mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne à présent la parole au représentant de l'Éthiopie.

M. Amde (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je voudrais, tout d'abord, vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de juillet. Je vous assure de l'appui total de ma délégation.

Mon pays, l'Éthiopie, connaît une transformation importante qui exige un traitement délicat et adapté au contexte de ses affaires intérieures. Dans nos réunions bilatérales avec les membres du Conseil et à l'occasion du dialogue informel que nous avons tenu le mois dernier, nous avons procédé à un échange de vues et de préoccupations, que le Gouvernement éthiopien a abordés et traités de manière constructive. C'est pourquoi je suis surpris par la raison invoquée pour l'organisation de la présente séance publique. Nous sommes pleinement conscients de la responsabilité qui incombe au Conseil d'œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité internationales. La toute première condition pour assumer cette lourde responsabilité est d'encourager le dialogue et de prévenir l'escalade par un dialogue constructif et le renforcement des acquis.

La présente séance est organisée à un moment où le Gouvernement a pris des mesures et des décisions politiques courageuses pour répondre aux besoins de sa population touchée par l'opération de maintien de l'ordre au Tigré et assurer son bien-être. Cette mesure aurait dû encourager nos amis à nous soutenir et à réduire les pressions qui n'aident en rien. Par ailleurs, nous souhaitons remercier tous ceux qui reconnaissent la volonté de paix sous-tendant la difficile initiative que nous avons prise.

Depuis le dialogue interactif informel organisé par le Conseil sur la situation humanitaire en Éthiopie, il y a eu des faits nouveaux essentiels qui méritent d'être reconnus et envisagés de manière constructive par le Conseil.

Le 28 juin, le Gouvernement éthiopien a décidé de mettre fin à l'engagement militaire actif des Forces éthiopiennes de défense nationale dans la région du Tigré. Cette décision de cessez-le-feu humanitaire a été prise après des délibérations concertées avec différentes parties prenantes et divers partenaires. Nous espérons que cette décision magnanime et lucide ne sera pas gâchée par le comportement irresponsable du groupe du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), que le Gouvernement éthiopien a choisi de tolérer pour le bien de la population du Tigré et pour soulager la situation humanitaire dans la région.

Nous espérons que la décision de cesser les opérations militaires contribuera à créer un environnement propice aux opérations humanitaires au Tigré. Cela devrait également ouvrir la voie à un dialogue national inclusif. Le groupe FPLT, pour sa part, a poursuivi ses activités belligérantes pour protéger une poignée d'individus. Afin de faire avancer sa cause, il a commencé à recruter des civils jeunes et âgés, femmes et hommes, pour combattre les soldats très entraînés et armés de leur pays. Cela a exposé les habitants du Tigré à un affrontement militaire auquel ils n'étaient pas préparés, sans compter que cela menaçait de perturber la saison agricole. Il a également été déterminé que les tactiques ethniques du groupe, consistant à opposer le peuple au Gouvernement, nuisaient au tissu social de notre pays.

C'est pourquoi le Gouvernement éthiopien, qui détient la responsabilité première de protéger son peuple, a pris la décision politique difficile de suspendre les opérations militaires actives pour préserver l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État éthiopien.

Nous considérons que nous avons maintenant créé un espace permettant une assistance humanitaire sans entrave ainsi que le bon déroulement de la saison des semences. En outre, nous allons renforcer les efforts humanitaires dans la région, notamment par la distribution de produits alimentaires et non alimentaires depuis des entrepôts situés dans tout le Tigré. La Commission nationale de gestion des risques de catastrophes et les cinq organismes humanitaires déployés dans tous les woredas de la région sont prêts à reprendre leurs activités. Par ailleurs, nous sommes en train d'adapter nos

lignes directrices en matière d'aide humanitaire et notre mécanisme de coordination à l'évolution de la situation. Les services publics reprendront également dès que nous aurons mis en place les conditions permettant le fonctionnement sûr de l'infrastructure et de ses opérateurs.

L'Éthiopie a dû s'atteler à l'inévitable tâche de traiter les facteurs politiques sous-tendant ce que nous avons vécu en novembre dernier, lorsque nos forces de défense ont été attaquées de l'intérieur. La nécessité immédiate est de créer un environnement propice à l'acheminement de l'aide humanitaire ô combien nécessaire. À cet égard, le Gouvernement continuera de ne ménager aucun effort et d'affecter les ressources disponibles à cette fin.

Nous saluons et apprécions à leur juste valeur les préoccupations exprimées par les membres du Conseil à l'égard de nos compatriotes du Tigré qui ont malheureusement dû supporter le poids des opérations de maintien de l'ordre en raison des tactiques lâches du groupe FPLT.

Il est important d'insister sur le fait que les blessures et les souffrances infligées aux Éthiopiens, quels qu'ils soient, sont inacceptables. Les insuffisances constatées s'agissant de prévenir ces souffrances ne sont pas un élément que le Gouvernement minimise. Dans le même ordre d'idées, c'est avec le plus grand sérieux que nous abordons notre obligation de veiller à l'établissement des responsabilités et de remédier à ces problèmes. Pour être parfaitement clair, je tiens à réaffirmer l'engagement ferme de mon gouvernement à honorer ces responsabilités fondamentales de l'État.

Assurément, des facteurs internes autant qu'externes jouent un rôle dans les difficultés auxquelles nous sommes confrontés en matière de sécurité. Les menaces extérieures qui pèsent sur notre sécurité – qui ne découlent pas d'une faute ou d'une provocation de notre part – compliquent notre dynamique politique interne et détournent notre attention des grandes priorités nationales. J'implore le Conseil d'agir en ayant pleinement conscience des défis extérieurs auxquels se heurte l'Éthiopie.

Maintenant que des élections nationales pacifiques ont été menées à bien ce mois, les efforts sont désormais orientés vers l'édification d'un pays fort, uni et démocratique. Dans ce contexte, le Gouvernement éthiopien est en train d'élaborer une feuille de route pour un dialogue inclusif, visant à garantir une paix et une stabilité durables.

Je tiens à réaffirmer que mon gouvernement est déterminé à assurer l'établissement des responsabilités des violations des droits humains et des crimes commis

dans la région du Tigré. Nous veillerons à ce que l'impunité ne soit pas tolérée. Nous restons attachés à collaborer avec tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux sur la base d'un partenariat véritable, étant entendu que le Gouvernement éthiopien est parfaitement apte à surmonter ces défis. Nous encourageons les membres du Conseil à jouer un rôle constructif en appuyant le Gouvernement éthiopien dans l'application du cessez-le-feu humanitaire. Nous remercions à nouveau les membres du Conseil qui ont salué ce geste positif.

En revanche, je tiens à être clair : les pressions politiques et les mesures coercitives bilatérales hâtives à l'encontre de l'Éthiopie sont inacceptables et violent les principes fondamentaux du droit international. Une pression excessive jettera ce pays ancestral de 110 millions d'habitants dans un précipice et le privera de toute possibilité de relèvement. De fait, le peuple éthiopien est aux aguets, et il ne doit pas avoir l'impression que nos déclarations le poussent vers l'abîme et vers des divisions politiques sans fin. Pour l'Éthiopie, le moment est à l'introspection, et à un examen sincère de nos succès et de nos défis.

Le problème principal est de savoir comment panser nos blessures. Nous n'avons pas fini de faire notre deuil de certains événements, comme le massacre de Mai-Kadra par le groupe de jeunes du TPLF ou les souffrances que subissent les habitants de Wollega, dans le Tigré, qui ont été expulsés de leurs terres ancestrales au fil des 30 dernières années. Il faut donc dûment refermer ces chapitres. Il faut tourner la page de la culture politique de l'impunité. Nous savons que c'est en surmontant nos propres défis que nous grandissons en tant que nation. Ce qui élève notre nation, c'est notre engagement et l'engagement de notre peuple à défendre la paix. Nous sommes peut-être pauvres, mais nous avons aussi de l'espoir. Nous sommes un peuple porteur de valeurs chères. Pour l'Éthiopie, l'espoir est toujours vivant.

En conclusion, j'espère que les membres du Conseil examineront la situation de mon pays sous l'angle qui s'impose, qu'ils comprendront l'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés et qu'ils prendront acte des mesures importantes que nous avons prises à cet égard. Ce qu'il nous faut véritablement, actuellement, c'est l'appui, la compréhension et la solidarité de la communauté internationale. Voilà pourquoi je tiens à conclure en appelant les partenaires et amis internationaux de notre pays à continuer d'intensifier l'aide humanitaire afin de répondre aux besoins humanitaires de toute l'Éthiopie.

La séance est levée à 16 h 45.